CHAP. LVI.

Acte pour interpréter le chapitre 41 de l'acte 45 Victoria.

[Sanctionné le 30 décembre, 1890.]

Préambule.

ATTENDU que la paroisse civile de Saint-Cajetan d'Armagh, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 41, s'est crue, *de facto*, érigée en municipalité locale, qu'elle a, en conséquence, formé un conseil municipal et agi comme municipalité locale depuis 1882, que le dit conseil municipal a passé un grand nombre de règlements, résolutions, procès-verbaux, actes de répartition, qu'elle a prélevé des argents et qu'il importe de prévenir tous les troubles et les dépenses qui en résulteraient si cette interprétation n'était pas confirmée ; Et attendu que le conseil municipal de la dite paroisse a, par requête, demandé la passation d'une loi à cette fin ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Saint-Cajetan d'Armagh, considéré municipalité locale.

1. La dite paroisse de Saint-Cajetan d'Armagh est déclarée avoir été, depuis le 27 mai, 1882, et continuera à être à l'avenir une municipalité locale distincte de paroisse, avec tous les droits et obligations inhérents.

Causes pendantes.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

CHAP. LVII.

Loi érigeant en corporation le " Village de Dorion."

[Sanctionné le 30 décembre, 1890.]

Préambule.

ATTENDU que la majorité des contribuables et résidents de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le district de Montréal, ont demandé d'être constitués en corporation de village, distincte et séparée, sous le nom de " Village de Dorion ;"

Attendu que les dits requérants se trouvent dans les conditions requises pour être constitués en municipalité de village ;

Attendu qu'il est de l'intérêt des requérants d'être constitués en corporation distincte des paroisses de Saint-Michel de Vaudreuil et de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot ;

Attendu qu'il est juste d'accéder à cette demande ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

TITRE I.

DE LA CONSTITUTION DE LA CORPORATION.

1. Le territoire suivant, savoir :

“ Le territoire borné au nord par le numéro quatre cent soixante-et-deux (462) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil ; au sud, par les numéros cent trente-huit et cent trente-neuf (138-139) de ce cadastre ; à l'est, par une ligne passant dans la rivière Ottawa, et renfermant dans son contour depuis les numéros trois cent quarante-sept (347) inclusivement à trois cent quatre-vingt-quatre (384), aussi inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot ; et à l'ouest par une ligne passant à cinq cents pieds anglais du chemin Quinchien, sur les numéros cent quarante (140), cent quarante-et-un (141), cent quarante-deux (142), cent quarante-trois (143), cent quarante-quatre (144), trois cent soixante-six (366), deux cent trente-huit (238), trois cent soixante-sept (367), deux cent soixante-huit (268), trois cent soixante-huit (368), quatre cent cinquante-huit (458), quatre cent cinquante-neuf (459), quatre cent soixante (460) et quatre cent soixante-et-un (461) du cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil,” est constitué en une municipalité de village distincte et séparée, sous le nom de “Municipalité du village de Dorion ;” mais les propriétés comprises dans la limite de cinq cents pieds, qui se trouve le long du chemin Quinchien, ne seront imposables que lorsqu'elles auront été divisées en lots de village.

Territoire organisé en municipalité de village.

Son nom.

Proviso.

2. Les habitants et contribuables de cette municipalité sont constitués en corporation de village, sous le nom de : “La corporation du village de Dorion”, pour les fins municipales seulement.

Constitution de la corporation et son nom.

3. Cette loi n'affectera en rien la division territoriale actuelle pour les fins paroissiales, scolaires et d'enregistrement.

Certaines fins non affectées.

4. La dite municipalité et corporation seront régies par la loi concernant les corporations de ville, (article 4178 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec), sauf les cas où la présente loi y déroge ou contient des dispositions incompatibles.

Loi qui la régit.

TITRE II.

DU CONSEIL.—DES ÉLECTIONS MUNICIPALES.

5. La corporation sera représentée par un maire et six conseillers, élus, le premier pour un an, et les autres pour trois ans.

Elections du maire et des conseillers.

Durée en fonctions des conseillers.

Deux des conseillers élus à la première élection ne demeureront qu'un an en fonctions ; deux autres sortiront de charge l'année suivante.

Tirage au sort

Ceux qui devront ainsi laisser leur charge avant le terme d'office seront désignés par un mode de tirage au sort accepté par le conseil.

Personnes habiles à exercer les charges municipales.

6. Nonobstant l'article 4214 des Statuts refondus de la province de Québec, quiconque a son domicile ou sa place d'affaires, ou tiendra feu et lieu deux mois, en vertu d'un bail annuel, dans le village, et aura les autres qualités requises, en tel cas, par la dite loi concernant les corporations de ville, sera habile à en exercer les charges municipales.

Art. 4216 S. R. P. Q., am : pour rendre habile à ces charges.

7. L'article 4216 des dits Statuts refondus est amendé, quant à la présente corporation, à l'effet de rendre habile à la charge de maire ou de conseiller quiconque aura eu son domicile ou sa place d'affaires, ou aura tenu feu et lieu deux mois, en vertu d'un bail annuel, dans le village, pendant l'année précédant l'élection, et aura d'ailleurs les autres qualités requises par la dite loi concernant les corporations de ville pour l'exercice de ces charges.

§ 2, art. 4227, S. R. P. Q., am :

8. Le paragraphe 2 de l'article 4227 des dits Statuts refondus est amendé, quant à la corporation du dit village, en y ajoutant les mots suivants :

Tenir feu et lieu

“ Ou tenir feu et lieu dans le village, deux mois, en vertu d'un bail annuel, durant l'année précédant l'élection.”

Epoque de l'élection du maire et des conseillers

9. La première élection du maire et des conseillers aura lieu le trentième jour, ou le jour juridique suivant, après la mise en vigueur de la présente loi.

Président de l'élection.

Le président de cette première élection sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1ère élection.

10. La première élection aura lieu, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, le premier mai prochain, dans les dites paroisses de Saint-Michel de Vaudreuil et de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot.

Personnes pouvant voter à la 1ère élection.

11. Les personnes mentionnées au rôle d'évaluation, comme résidentes de la nouvelle municipalité, conformément au paragraphe 14 de l'article 718 du code municipal, mais qui auront tenu ou tiendront feu et lieu dans le village selon les dispositions de la présente loi, pourront voter à la première élection.

Epoque des élections suivantes.

12. Les élections suivantes auront lieu le premier jour juridique de juillet.

13. Le conseil tiendra sa première session, dans les limites du village, à l'endroit qui sera indiqué par le président de l'élection et les sessions subséquentes seront tenues à l'endroit fixé par le conseil.

Le président de l'élection remplacera le maire jusqu'à son entrée en fonctions.

TITRE III.

DES ATTRIBUTIONS DE LA CORPORATION.—TAXATION.

14. Les emprunts n'excédant pas la somme de cinq mille piastres affectés à une seule et même amélioration pourront être faits au moyens d'un règlement adopté par au moins quatre des membres du conseil.

Ce règlement devra décréter l'imposition d'une taxe spéciale suffisante pour payer l'intérêt annuel et pour créer un fonds d'amortissement d'un pour cent.

15. Le conseil aura les pouvoirs conférés aux corporations municipales par les articles 489, 490, 491, 584, 709, 710, 711, 713 et 714, du code municipal relatifs aux taxes et licences.

16. Les isles comprises dans les limites de la présente municipalité ne seront sujetes à taxation que pour les objets dont elles retireront un bénéfice et dans la proportion que le conseil établira annuellement.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

17. Les corporations des paroisses de Saint-Michel de Vaudreuil et de Sainte-Jeanne de Chantal de l'isle Perrot garderont leur propre actif, mais elles supporteront leur passif.

18. Les corporations de ces paroisses ne pourront percevoir, sur les immeubles sis en la nouvelle municipalité et de ses habitants, que les taxes foncières et capitations devenues dues le premier janvier prochain, 1891.

19. Le conseil de la nouvelle corporation aura droit d'obtenir, et sans rémunération, accès à tous les livres, documents, archives et papiers dont il aura besoin, des dites paroisses et de leurs officiers.

20. Tous les actes des conseils des paroisses de Saint-Michel de Vaudreuil et de Sainte-Jeanne de Chantal de

l'isle Perrot demeureront en vigueur jusqu'à révocation par le nouveau conseil de village.

Entrée en vigueur.

21. La présente loi deviendra exécutoire le jour fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

CHAP. LVIII.

Acte pour amender l'acte constituant en corporation l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre la dite Ecole et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal.

[Sanctionné le 30 décembre, 1890.]

Préambule.

ATTENDU que Sa Grandeur, Mgr. Edouard Charles Fabre, archevêque de Montréal et ses suffragants, Mgr. A. Racine, évêque de Sherbrooke, et Mgr. L. Z. Moreau, évêque de St-Hyacinthe, agissant aux présentes comme délégués par le Saint-Siège aux fins d'amener une union entre la Faculté de médecine de l'Université-Laval à Montréal, et l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, dans la vue de mettre fin aux divisions créées dans cette province par l'existence à Montréal de la dite faculté de médecine de l'Université Laval et de la dite Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, divisions qui nuisent au progrès et au développement de l'enseignement médical, et paralysent les efforts des amis de l'enseignement supérieur,—ont, le cinq novembre, 1890, arrêté les conventions reproduites dans la cédule ci-annexée ;

Attendu que les dites parties ont, par leur pétition, demandé que ces conventions soient ratifiées par cette législature et qu'il convient d'accéder à leur demande ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Conventions telles que modifiées. ratifiées.

1. Les conventions mentionnées dans le préambule de cet acte, et qui sont reproduites comme cédule à la fin d'icelui, sont par le présent ratifiées et confirmées en autant seulement qu'elles ne sont pas modifiées par le présent acte.

Sec. 2 de 8 V., c. 81, rempli ;

2. La section 2 de l'acte de la ci-devant province du Canada, 8 Victoria, chapitre 81, est abrogée et remplacée par la suivante :

Composition de la corporation.

“ II (a)—Et qu'il soit statué, Que la dite corporation se compose des membres actuels de la dite corporation, de